



**Quand la DRGC prend l'eau de toutes parts:
Il n'y a pas plus sourd que celui qui ne veut pas entendre...**

Alors que la dernière Note d'orientation Ministérielle sur la Santé, la Sécurité et les Conditions de Travail met l'accent sur les RPS (Risques Psycho-Sociaux), l'administration équipe un cheval de bataille nommé « Prévention » mais prend bien soin de n'y mettre aucun cavalier!

Qui veut aller loin ménage sa monture... Encore faudrait-il vouloir aller loin! On nous balade depuis 2 ans en nous faisant croire que la situation est conjoncturelle, que les choses vont s'améliorer, mais la situation ne cesse de se dégrader et nous sommes arrivés au point de rupture.

Cela fait plusieurs mois que nous, membres du CHSCT-S Aéromaritime de la DRGC Manche Mer du Nord, attirons l'attention de l'administration sur la situation RH critique du site de Canteleu... CLI, Officiers navals, Secrétariat général, tout le monde est à bout de souffle, les effectifs sont anémiques (il manque près de la moitié des effectifs de référence au CLI, les charges, fonctions et autres casquettes voguent d'une personne à l'autre au gré des besoins, sans aucune considération de la charge de travail supplémentaire induite...), sans que la pression hiérarchique ne retombe. Dans quel but ? faire craquer les derniers gardiens du temple ? Vider la DRGC de substance pour mieux la fermer (on a déjà connu ça : *« vous voyez, vous ne pouvez plus travailler, le mieux pour vous serait d'aller voir ailleurs... si ce n'est pas non plus restructuré d'ailleurs... »*)

La démarche BEAT (BIEN Être Au Travail !) imposée par le Ministère, financée intégralement par le Comité Hygiène et Sécurité a été mise en œuvre pour le CLI de Rouen. Nous avons pensé : voilà l'arme fatale de notre monture ! On va faire le bilan (que nous connaissions déjà...) et ça permettra de faire avancer un peu les choses... Que nenni ! La souffrance du personnel de ce service et uniquement de celui-ci a bien été mis en évidence lors de cet audit, et n'a fait que corroborer nos craintes et notre propre constat. L'état des lieux est posé, l'administration ouvre un œil mais reste sourde et refuse de s'emparer du fond du problème (les effectifs et l'avenir du site de la DRGC et du CLI) pour nous passer la pommade et mettre un cataplasme sur une jambe de bois.

Malheureusement, les agents du CLI ne sont pas les seuls en souffrance, tout le site de Canteleu va mal. À tel point que la médecine du travail elle-même tire la sonnette d'alarme et dénonce la violence des conditions de travail due à cette désastreuse gestion RH et pointe les risques induits par cette situation exécrable.

La DRGC claudique donc et tente de boucher les trous avec les rustines de la bonne volonté de chacun : le Pôle OPS moribond se voit contraint de faire appel aux bonnes âmes des commandants, des seconds ou des chefs de quart de toutes les unités pour pallier aux lacunes, voire

déleste sur la DRGC de Nantes quand ça n'est plus tenable (pour dire à quel point la situation est critique !), le secrétariat général à bout de souffle se voit accusé de ne pas savoir hiérarchiser ou organiser son travail ! Mais quand la coupe est pleine, que les charges et le travail s'accumulent, vous submergez, comment parvenir à hiérarchiser quoi que ce soit quand vous ne savez même plus où donner de la tête ! C'est soit du cynisme, soit de l'aveuglement !

De fait, les demandes de renfort ou de stages professionnels sont régulièrement refusés pour certains agents du fait de ces conditions calamiteuses.

Le management conduit est d'un autre temps, au gré des convenances, la direction bascule entre conditions de travail et travail sous conditions et sous pression, dans un climat délétère propice à tous les Risques Psycho-Sociaux que l'administration prétend vouloir prévenir dans ses Notes d'Orientation Ministérielles.

Tout ceci dans un environnement dégradé du fait d'une proximité avec une Zone Urbaine Sensible (dont est miraculeusement exclu le site de la DRGC à 50 mètres près !...), où des agents se retrouvent soumis à un stress supplémentaire lié à une délinquance de proximité.

Ne parlons même pas de la Note DG-A/3-B/2 concernant le « *Financement par les CHS-CT d'équipements destinés aux agents des douanes de la branche surveillance* » dont l'interprétation on ne peut plus restrictive du président du CHS-CT nous cantonne à financer des formations et des packs d'eau (plus d'initiative liée aux crédits d'impulsion...), ou de l'absence de vestiaire féminin au CLI déjà relevé lors de l'inspection de l'ISST en 2011 et lors de notre visite de site du 24/11/2016, pour laquelle aucune solution ne semble vouloir être apportée, alors qu'il s'agit, en l'espèce, d'une obligation légale.

Ainsi le CHSCT se trouve vidé de toute sa substance, témoins de la déliquescence d'une DRGC à l'agonie, ses représentants du personnel sont ignorés, leurs mises en garde ou déclarations liminaires balayées d'un revers de main, relégués au rang de spectateurs impuissants.

La coupe est pleine. L'administration nous mène en bateau, bateau devenu galère depuis trop longtemps pour beaucoup. La hiérarchie reste sourde à nos cris de désespoir et galvaude sans vergogne le rôle du CHSCT pour imposer son diktat sans aucun état d'âme.

Les membres du CHSCT-S de Rouen ont donc pris la décision de démissionner, ensemble, de leurs mandats car il n'est plus tolérable de cautionner cette mascarade dévastatrice.

Nous laissons l'administration assumer seule cette situation, nous ne servirons plus de caution morale.